Un Trésor public à sauvegarder

Soumis par Rédaction Corrèze le mer, 18/09/2019 - 18:40 Corrèze

Social

Hier à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFDT-Solidaires, les agents de la DDFIP Corrèze ont manifesté devant le siège du service. Coup d'éclat, ils ont déployé sur la façade de la Tour administrative cinq banderoles dénonçant la réforme des services financiers de l'Etat.

Les agents ne baissent pas les bras. Avec un jour de décalage par rapport au mouvement de grève national, les agents des services fiscaux de la Corrèze ont manifesté hier à Tulle lors de plusieurs actions. La plus spectaculaire et visible a eu lieu à 9h08 à la Tour administrative. A partir du 8e étage, des syndicalistes ont déroulé sur la façade 5 banderoles, symboles de la lutte qu'ils mènent contre la réforme du Ministre Darmanin.

Sur les banderoles, on pouvait lire «Réforme DGFIP» ; «70% des élus disent non». Les trois autres banderoles aux couleurs tricolores étaient composées de copies des motions votées par de très nombreux conseils municipaux et intercommunalités inquiètes de la réforme : «On craint d'être laissés à l'abandon. On ne pourra plus vivre à la campagne parce qu'il n'y aura plus de service public, de trésorerie» déplore Daniel Bouyges, maire de Moustier- Ventadour. Il a rejoint les grévistes rassemblés devant le siège de la DDFIP de la Corrèze où s'est tenu un comité technique local. «La proximité d'une trésorerie, c'est indispensable. On appelle la trésorerie tous les jours pour monter des budgets, l'encaissement de l'argent... Tout est compliqué dans une petite commune. On n'encourage pas les maires à repartir» constate désabusé Alain Gueguen, maire de Lamazière-Basse.

En Corrèze, cette réforme en profondeur des services fiscaux devrait se traduire par un redéploiement des moyens humains sur de nouveaux sites. On passerait des 22 trésoreries actuelles à une trentaine de points d'accueil répartis entre MSAP et ou Maisons France Service labelisés et autres lieux gérés soit par la commune, le Département ou La Poste. Une belle usine à gaz en perspective et de la poudre aux yeux pour des syndicalistes très en colère sur cette casse des services fiscaux.

«La réforme prévue va être la destruction programmée de notre administration avec des conséquences sur les collectivités locales et les contribuables. Il nous a été annoncé la fermeture des 22 trésoreries, la fusion des SIE (Service des impôts des entreprises NDLR) sur Brive et la

fusion à terme des SIP (Service des impôts des particuliers NDLR) ainsi que la fusion des deux services de publicité foncière à Tulle» liste Pascal Guerin, secrétaire départemental Solidaires Finances publiques.
Les syndicats comparent les nouveaux points de contact à des «coquilles vides» à la charge des collectivités territoriales avec dans le meilleur des cas la présence d'un agent de l'administration fiscale lors de permanence. Le label Maison France Service impliquera des charges plus importantes qui ne se seront pas assumées par l'Etat. Les syndicats refusent pour l'instant de négocier avec la direction considérant que les dés sont déjà pipés. Par contre, ils sont allés à la rencontre des élus pour expliquer les enjeux de la réforme : «Notre directeur a fait aussi le job. On doit avouer que ça nous a bien servis. Après son passage, ils ont voté massivement une motion demandant le maintien des services de la DGFIP dans les
territoires» pointe Sébastien Fouillade, délégué CGT Finances-Publiques. Il y aurait 198 motions de votées sur les 280 communes du département. Des 5.800 suppressions de postes au national, les syndicats estiment à 60 emplois perdus sur trois ans en Corrèze : «C'est totalement insupportable. Aucun service n'est capable d'absorber une ou deux suppressions. On est à l'os, exsangues. N'oublions pas que de facto, c'est toutes les trésoreries de France qui sont supprimées. C'est un mensonge d'affirmer qu'on va créer des points de contact. Et derrière c'est la
privatisation de nos missions» s'insurge Max Chambon, délégué FO DGFIP.

«La phase de concertation continue»
Jean-François Odru, directeur des Finances publiques 19, aimerait que les syndicats reviennent à la table des négociations. «La phase de concertation continue» souligne-t-il. Les discussions sur les Maisons France Service dans les cantons se poursuivent aussi avec les élus. Des missions des agents, l'objectif est de «regrouper nos forces dans moins de structures mais ayant plus de personnel pour mieux faire face aux échéances de travail. C'est une organisation par bassins de vie» souligne Jean-François Odru. Dans chacune des 9 communautés de communes, un cadre sera chargé de conseiller la collectivité locale en matière fiscale, comptable et budgétaire. «C'est une offre de service nouvelle» précise le directeur.

Serge Hulpusch